

## CONSULTATION PUBLIQUE RELATIVE A L'ANALYSE DES MARCHES DE LA TELEPHONIE FIXE

### Réponse Hub télécom – 1<sup>er</sup> juillet 2011

Hub télécom a pris connaissance avec la plus grande attention de la nouvelle analyse des marchés de la téléphonie fixe élaborée par l'Autorité.

Sous réserve des commentaires déjà formulés par l'AFORST dans sa réponse, Hub télécom souscrit en grande partie aux conclusions que l'ARCEP y formule.

En particulier, Hub télécom souscrit pleinement à la délimitation géographique nationale des **marchés de détails de l'accès au service téléphonique et du marché de gros du départ d'appel (ci-après dénommés "les Marchés")** telle qu'elle est présentée dans le cadre de cette analyse.

Hub télécom partage également l'avis de l'Autorité quant aux conséquences qu'elle tire de cette analyse.

Ainsi, Hub télécom estime notamment parfaitement correcte l'analyse de l'ARCEP qui démontre que **France Télécom est le seul opérateur disposant d'une influence significative sur ces Marchés :**

*« Article 7 : La société France Télécom est réputée exercer une influence significative sur le marché de détails définis aux articles 2 et 3 » ;*

*« Article 8 : La société France Télécom est réputée exercer une influence significative sur le marché de gros du départ d'appel défini en article 4 ».*

Conformément au droit positif, il s'ensuit que **seule France Télécom peut dès lors être soumise à des obligations spécifiques** aux fins de compenser les défaillances de ces Marchés.

En conséquence, sauf à dénaturer les textes en vigueur, **de telles obligations ne sauraient peser sur des opérateurs qui n'exercent aucune influence significative sur ces Marchés.**

À cet égard, Hub télécom souhaiterait attirer l'attention de l'Autorité sur une formulation qu'elle estime injustifiée et qui découle de la combinaison de deux phrases rédigées dans le cadre de l'obligation imposée par l'Autorité à France Télécom de fournir une offre de vente en gros de l'accès au service téléphonique :

#### PREMIÈRE PHRASE :

- *« Dans les zones où France Télécom n'est ni propriétaire ni gestionnaire de la boucle locale (zones aéroportuaires de Paris par exemple), une demande d'accès au service téléphonique formulée auprès de France Télécom ne saurait être considérée comme raisonnable. France Télécom n'est donc pas soumise sur ces zones à l'obligation de fournir une offre de vente en gros de l'accès au service téléphonique » (cf. art. IV.2.2.2, dernier alinéa, p.63).*

Cette PREMIÈRE PHRASE ne pose pas, en elle-même, de difficulté. Hub télécom comprend le souci de l'ARCEP : la responsabilité de France Télécom ne saurait être recherchée dès lors qu'elle n'est ni propriétaire ni gestionnaire de la boucle locale concernée par la demande d'un opérateur tiers.

Hub télécom souscrit totalement à cette solution, mais souhaite faire remarquer qu'en l'absence d'un tel paragraphe, la situation serait exactement identique tant le fondement juridique d'une quelconque action à l'encontre de l'opérateur historique ferait défaut en pareille occurrence.

C'est l'ajout de la seconde phrase que Hub télécom estime injustifié :

SECONDE PHRASE :

- « En revanche, l'Autorité est favorable à ce que les propriétaires ou gestionnaires de la boucle locale dans ces zones proposent également une offre de vente en gros de l'accès au service téléphonique dans des conditions raisonnables, si des opérateurs tiers en font la demande » (cf. art. IV.2.2.2, p.63, dernier alinéa).

En effet, cette SECONDE PHRASE ne saurait constituer en droit, une obligation pour les propriétaires et les gestionnaires de boucles locales alternatives.

En outre, compte tenu des résultats auxquels l'analyse de l'Autorité conduit à l'égard du seul opérateur France Télécom sur ces Marchés – *celle-ci étant la seule à y exercer une influence significative* –, mais également des situations différentes dans lesquelles se trouve nécessairement un tel propriétaire ou gestionnaire de boucle locale, une telle déduction ne saurait, *a fortiori*, prospérer.

Pour autant, cette formulation, en ce qu'elle figure dans un projet d'analyse de marchés pertinents de l'Autorité, pourrait inciter à une interprétation inopportune.

En effet, en ce qu'elle émane de l'Autorité de régulation sectorielle, d'aucuns pourraient être tentés de l'interpréter comme imposant à tout propriétaire ou gestionnaire d'une boucle locale alternative de proposer une offre de vente en gros de l'accès au service téléphonique au public.

**En conséquence, Hub télécom considère que cette phrase est inappropriée et injustifiée et demande à l'Autorité de bien vouloir procéder au retrait de l'intégralité du texte de la SECONDE PHRASE visée ci-dessus (art. IV.2.2.2, p.63, dernier alinéa).**